

## **25e sommet franco-espagnol - Union européenne - Déclaration conjointe**

(Malaga, 20 février 2017)

À l'issue du Sommet franco-espagnol organisé à Malaga le 20 février 2017, le président de la République française et le président du gouvernement espagnol ont adopté la déclaration conjointe suivante :

Face aux défis communs auxquels nous sommes confrontés, la France et l'Espagne souhaitent envoyer un message d'unité, de détermination et d'engagement ferme dans le projet européen.

La France et l'Espagne sont fières de ce qu'elles ont accompli ensemble en tant que membres de l'Union européenne : la plus longue période de paix et de prospérité de l'histoire du continent ; un projet unique fondé sur des nations qui choisissent démocratiquement d'unir leurs forces pour agir ensemble, dans le plein respect de l'État de droit comme l'un de ses principes originels et irrévocables ; un espace européen devenu la région du monde où les libertés individuelles, les droits des personnes, la sécurité, la protection sociale, la défense de l'environnement sont les mieux garantis ; la principale puissance économique, commerciale et normative ; l'une des grandes monnaies du monde ; et un foyer unique pour l'éducation, la science et la culture.

La France et l'Espagne savent qu'ensemble, elles pourront mieux faire face aux défis d'un monde devenu plus instable et incertain, défendre leurs valeurs et leurs intérêts, assurer le développement de leurs économies et transmettre à leur jeunesse un projet porteur d'espoir. C'est cette conviction qui les amène à s'engager pour une Europe forte et solidaire, qui soit capable de conserver la maîtrise de ses choix et de s'affirmer dans le monde pour qu'il soit mieux organisé.

La France et l'Espagne s'accordent sur les priorités identifiées par la feuille de route de Bratislava pour répondre aux inquiétudes de leurs citoyens. Une nouvelle ambition doit être maintenant définie pour les prochaines années.

Afin d'assurer la préservation à l'avenir de l'État providence, le renforcement de la croissance et de la création d'emplois est une priorité centrale. À cet effet, il est nécessaire de renforcer l'investissement et de développer le marché intérieur, en particulier dans les domaines du numérique, de l'industrie, de l'énergie, y compris les interconnexions, et de la lutte contre le changement climatique par la pleine mise en oeuvre de l'Accord de Paris ; de renforcer le socle européen des droits sociaux ; et de définir une stratégie pour une politique commerciale de l'Union qui soit robuste. Nous devons par ailleurs garantir que la zone euro fonctionne de manière efficace et soit dotée des mécanismes permettant de résorber les déséquilibres et d'assurer la convergence, y compris dans les domaines fiscal et social. À cette fin, nous devons achever l'Union bancaire, approfondir l'Union des marchés des capitaux, développer la coordination des politiques économiques, dans le respect du principe de subsidiarité, et

disposer d'instruments communs favorisant la stabilité et la convergence.

Afin de vaincre le terrorisme et de protéger les Européens face aux menaces et aux instabilités dans leur environnement, il est essentiel d'assurer que les frontières extérieures de l'Europe sont gérées et contrôlées efficacement et de développer toutes les coopérations nécessaires entre les services de justice, de police et de renseignement des États. La France et l'Espagne ont été particulièrement touchées par le terrorisme. Elles sont prêtes à élargir à tous les États membres la collaboration étroite qu'elles ont développée entre elles pour lutter contre ce fléau.

Les Européens doivent en même temps prendre leurs responsabilités pour la défense européenne, afin de pouvoir agir quand ils le décident, en complémentarité avec l'Alliance atlantique. La France et l'Espagne s'engagent en faveur d'un niveau d'ambition élevé, qui doit conduire à l'autonomie stratégique de l'Europe, par la pleine capacité à déployer de manière efficace et crédible des opérations militaires et des missions civiles, y compris par une capacité permanente de planification et de conduite d'opérations ; le respect de nos engagements en matière de dépenses de défense et une meilleure coordination de nos programmes ; la mise en place d'un Fonds européen de défense.

Afin de faire face à l'enjeu des migrations, l'Europe doit se doter d'une politique d'ensemble et de moyens plus importants pour accueillir les réfugiés qui fuient les persécutions, lutter contre les migrations irrégulières et renforcer la coopération avec les pays-tiers, en particulier à l'égard des pays d'Afrique et de la Méditerranée. Cette politique doit être fondée sur ces valeurs essentielles de nos sociétés que sont le droit d'asile, l'intégration et l'inclusion sociale.

La France et l'Espagne, pays voisins et alliés, forts d'une amitié remontant à plusieurs siècles et unis par leur engagement commun dans la réussite du projet européen, ont la responsabilité de contribuer à une nouvelle impulsion pour l'Europe. Elles sont prêtes à y contribuer avec tous ceux qui sont prêts à s'engager dans ce sens. Elles poursuivront ce travail avec l'Allemagne et l'Italie, qui partagent cette responsabilité particulière lors de la rencontre qui se tiendra en France le 6 mars prochain, en vue du Conseil européen des 9 et 10 mars et de la commémoration du 60ème anniversaire du Traité de Rome le 25 mars./.

(Source : site Internet de la présidence de la République)